

AKTUELL

ADR

Déconstruction avancée

Luc Caregari

Tandis que partout en Europe les partis populistes de droite avancent, celui du Luxembourg s'effrite petit à petit. Le départ de la secrétaire générale Liliana Miranda n'en est qu'un symptôme parmi beaucoup.

C'est un exercice d'équilibriste auquel doit se livrer Liliana Miranda, la secrétaire générale démissionnaire de l'ADR. D'un côté, elle doit expliquer son geste, qui a tout de même surpris les pontifes de son parti, de l'autre elle ne veut - ni ne peut à cause de certaines clauses de son ancien contrat de travail - devenir trop explicite. Et quand on connaît le traitement que ce parti réserve à ceux qui le quittent - Aly Jaerling, Andy Maar, Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes connaissent la chanson -, on comprend qu'elle reste prudente.

Contactée par le woxx, elle déclare qu'au cours de son double engagement à l'ADR, d'abord en tant que secrétaire de la fraction, ce qui est un boulot payé sans engagement politique, et puis comme secrétaire générale, sa frustration par rapport à la façon dont son parti gérait les dossiers et se gérait lui-même avait grandi jusqu'à devenir insoutenable : « Ça commence avec le fait que je n'approuvais pas le fait d'accomplir les deux tâches de secrétaire en même temps », raconte-t-elle. « Et puis l'organisation interne est chaotique. On tournait perpétuellement en rond, la prise de décisions était presque impossible et cela non pas uniquement à cause de la faiblesse du président Jean Schoos, ou de l'incontournable Gast Gybérien, mais à cause d'un 'laisser-faire', d'une passivité générale. » Et de donner comme exemple le traitement réservé aux tendances d'extrême droite : « Si je dois admettre que, depuis un certain temps, le parti fait attention à ne plus admettre des extrémistes, il ne fait absolument rien contre ceux qui figurent déjà dans ses rangs. » Comme Gerd Müllenheim, le père de Timon Müllenheim, qui fut exclu pour extrémisme en 2012, et qui propage les mêmes idées que son fiston. « J'ai fait remarquer plusieurs fois que sa présence au comité national était problématique, mais le parti n'a pas réagi. Même si les portes pour son fils sont définitivement closes : l'ADR n'a même plus voulu de son



aide pour aller coller des affiches pour les européennes ».

En ce qui concerne l'exclusion de Timon Müllenheim et de Dany Sobral, Miranda apporte un détail intéressant sur Joe Thein - qui leur était très proche à l'époque -, élu au conseil communal de Pétange : sans son siège, lui aussi aurait été exclu immédiatement du parti. C'est justement cet opportunisme passif qui a excédé la jeune femme : « L'ADR n'est pas un parti extrémiste par essence, mais il tolère ces tendances et en profiter ne lui déplaît pas. »

Thein a intérêt à se faire réélire.

Entrée à l'ADR comme elle dit à cause de sympathies personnelles et parce que le parti lui avait proposé un travail à sa sortie de l'université - ce qui en tant que lettrée n'arrive pas tous les jours -, Miranda admet avoir été attirée par certaines positions du parti : « Cela peut paraître paradoxal, mais je pensais à l'époque que l'ADR plus qu'un autre parti s'impliquait dans le thème de l'intégration, thème qui me passionne à cause de mon parcours personnel. Je partage aussi ses vues sur l'avortement, mais pas du tout celles sur le mariage homosexuel. Toujours est-il que j'ai vite dû constater le contraste entre ce qui se disait à l'extérieur et ce qui se faisait à l'intérieur du parti. Et puis il y a des incohérences que je ne supporte pas. Par exemple pour ma première conférence de presse, j'ai dû expliquer que le patronat luxembourgeois devrait engager des locaux avant les frontaliers. Comment est-ce que cela colle avec l'étiquette libérale que le parti veut se donner ? »

On note donc que, à chaque fois qu'un politicien de l'ADR quitte le parti, le rituel recommence. Le premier accuse le parti de laxisme face à l'extrême droite et de manque de démocratie intérieure, et le parti tente de calmer le public en invoquant soit des motifs personnels, soit en calomniant le sortant. Jusqu'au prochain départ...

SHORT NEWS

Semences : Le Conseil fait de la résistance

(ft) - La présidence grecque du Conseil de l'Union européenne a recueilli en début de semaine les avis des Etats membres à propos du futur règlement sur les semences proposé par la Commission (woxx 1251). Il ressort des discussions que le Conseil serait majoritairement en faveur d'une proposition amendée de la Commission, alors même que le Parlement avait rejeté le texte en première lecture, le 11 mars dernier, appelant l'exécutif européen à revoir intégralement sa copie. C'est ce qu'a confirmé Tonio Borg, commissaire européen à la Santé, dans une conférence de presse à l'issue du Conseil des ministres de l'Agriculture. Interrogé sur le futur contenu d'un règlement amendé, le commissaire s'est borné à rappeler les principaux points de désaccord des Etats membres : le nombre élevé d'actes délégués - qui reviennent à laisser à la Commission, non élue, des décisions non explicites dans le projet de règlement - et la pression administrative élevée sur les petites entreprises semencières. Borg s'est dit « convaincu qu'avec la bonne volonté de toutes les parties, ce dossier pourra avancer », sans pour autant s'avancer sur une date butoir. Pas sûr que les parlementaires européens apprécieront de recevoir en deuxième lecture un texte rejeté dans ses grandes lignes auparavant.

On rigole bien au commissariat !

(da) - C'est la radio 100,7 qui a publié l'information mardi : un participant de la marche des sans-papiers, arrêté après la confrontation entre manifestants et police au Kirchberg, aurait été victime de violences au commissariat rue Glesener. L'Inspection générale de la police aurait ouvert une enquête. Le jeune homme, originaire du Tchad, se serait vu saisi à la gorge par un policier pendant qu'un autre lui aurait violemment tordu le bras jusqu'à ce qu'il s'évanouisse. Le tout aurait été filmé avec un portable et accompagné de rires des policiers. Selon nos informations, l'homme, traumatisé et blessé, aurait été amené à l'hôpital de garde, la Zithaklinik, par d'autres activistes après avoir été remis en liberté. Là, on aurait refusé de l'examiner, prétendant qu'il n'était pas en possession de documents officiels. Finalement, un médecin, contacté par les activistes, aurait accepté de le voir. Dans son certificat médical, ce médecin a constaté plusieurs blessures, dont des lésions aux deux tempes, des plaies aux bras et aux jambes et une dent cassée. Et ce n'est pas le seul reproche fait aux policiers : une autre manifestante a déclaré avoir été victime de harcèlement sexuel au commissariat. Décidément, il ne fait pas bon être manifestant et sans-papiers au Luxembourg.

Luxemburg breitet die Arme aus

(da) - Dieser Freitag, 20. Juni, ist Weltflüchtlingstag. Üblicherweise ist das die Gelegenheit für das UN-Flüchtlingswerk (UNHCR), seinen Jahresbericht zum Thema zu veröffentlichen. 2012 hatte das UNHCR beispielsweise 45,2 Millionen Flüchtlinge weltweit verzeichnet. In Syrien, wo der seit drei Jahren andauernde Bürgerkrieg bereits um die 140.000 Todesopfer gefordert hat, befinden sich aktuellen Schätzungen zufolge zwischen 8,6 und 10,4 Millionen Menschen, fast ein Drittel der syrischen Bevölkerung, auf der Flucht. Davon haben es bisher 2,3 bis 3 Millionen ins Ausland geschafft. Die große Mehrheit davon befindet sich in Camps in den Anrainerstaaten. Nur 60.000 Syrern ist bisher die Flucht nach Europa gelungen, wo sich vor allem Deutschland bei ihrer Aufnahme hervortut: Erst kürzlich hat die Bundesrepublik kundgetan, 20.000 syrische Asylbewerber aufnehmen zu wollen. Luxemburg hatte angekündigt, 60 Syrern Asyl zu gewähren. Davon waren schlussendlich aber nur 28 übrig geblieben, die im April diesen Jahres hier eingetroffen sind. Nun weist Amnesty International in einem Presseschreiben darauf hin, dass das Immigrationsministerium doch noch 32 weitere Flüchtlinge aus Syrien aufnehmen will. Außerdem sollten bis zum Ende des Konflikts in ihrem Herkunftsland jedes Jahr 20 weitere Syrern nach Luxemburg kommen können.